

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
Cité administrative  
BP1708  
65017 Tarbes

Tarbes, le 28/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PSI**

570 rue Peyrehitte  
B.P. n 9  
65300 Lannemezan

Références : 2025-0259-dp  
Code AIOT : 0006802706

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2025 dans l'établissement PSI implanté Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan. L'inspection a été annoncée le 19/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le contexte de l'action nationale " Gestion des premières heures d'un incident ou accident" - volet "Prélèvements environnementaux".

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action dit « post-Lubrizol », un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021 pour mieux anticiper une situation accidentelle.

Le retour d'expérience des actions régionales d'inspection des plans d'opération interne (POI) montre que certaines dispositions ne sont pas encore suffisamment prises en compte pour faire face à un incendie de grande ampleur, notamment concernant la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux.

Le volet « prélèvements environnementaux » de l'action nationale a pour objectif de s'assurer que la réflexion sur les premiers prélèvements environnementaux a bien été engagée et que les dispositions figurant dans le POI répond aux exigences réglementaires.

Pour mémoire, les premiers prélèvements environnementaux englobent à la fois les prélèvements et les analyses effectués au plus tôt après le début de l'incendie, à l'intérieur et à l'extérieur du site, pour qualifier la signature chimique des émissions dans les zones impactées, ou supposées l'être, par l'évènement.

Par ailleurs, le POI doit indiquer les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès le permettent, y compris les moyens matériels et humains et les méthodes de prélèvement et d'analyses adaptées aux substances à rechercher ; ces éléments doivent être intégrés au POI des établissements Seveso Seuil Bas (SSB), au plus tard le 31 décembre 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PSI
- Pôle environnemental de Lannemezan Chemin des Marnières 65300 Lannemezan
- Code AIOT : 0006802706
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PSI exploite sur son site « Enviropôle » à Lannemezan, des activités de transit, de traitement et de stockage de déchets dangereux et non dangereux relevant du statut Seveso Seuil Bas.

Les installations sont régies par les dispositions de l'arrêté préfectoral n°65-2016-09-05-003 du 05 septembre 2016 complété par plusieurs arrêtés préfectoraux.

L'établissement est par ailleurs soumis à la directive européenne n°2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « IED », pour laquelle il doit respecter le document de référence sur les meilleures techniques disponibles du secteur des activités de traitement des déchets (rubriques 3510 et 3550).

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Prélèvements envtx

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un dossier de demande d'autorisation d'exploiter est en cours de préparation. Le dépôt est prévu pour fin octobre 2025. L'étude des dangers (EDD) intégrera la liste des produits de décomposition et permettra de définir la liste des substances à rechercher et les milieux associés en cas d'incendie important ou de rejet à l'atmosphère de substance toxique.

L'exploitant s'est rapproché de l'APAVE pour définir la stratégie à mettre en œuvre dans le cadre des 1ers prélèvements. Une proposition commerciale a été établie à cet effet. Toutefois, au regard des évolutions en cours et à venir dans l'exploitation du site, le travail a été arrêté en attendant la mise à jour de l'EDD.

L'établissement de la liste des produits de décomposition et les mesures à mettre en œuvre pour réaliser les 1ers prélèvements doivent être établis au plus tard pour le 31 décembre 2025. **Dans ces conditions il est demandé à l'exploitant de relancer ses réflexions en tenant compte de l'étude des dangers en vigueur et de l'exploitation actuelle des activités sur le site.**

Par ailleurs, au delà des 3 zones correspondant aux 3 scénarios retenus dans l'étude des dangers en vigueur et explicités dans les constats, il convient également de retenir les zones de stockage dans lesquelles sont présentes des déchets, substances ou mélanges relevant de l'inventaire au titre de Seveso réalisé en 2024, ce qui correspond notamment à la zone de stockage des déchets dangereux.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

<b>Constats :</b>  Le plan d'opération interne (POI) en vigueur est celui crée en mai 2023 - version 0. Sa révision est en cours. La nouvelle version intégrera les plans de défense contre l'incendie (PDI) imposés par l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations de gestion des déchets soumises à autorisation et les dispositions sur les prélèvements environnementaux imposés par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Réalisation d'exercice POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
<b>Constats :</b>  A date un seul exercice POI a été réalisé, le 24 janvier 2024 (scénario : feu engin qui se propage au tas de bois). Le compte rendu rédigé par le formateur/conseiller incendie a été présenté à l'inspection. Ce document liste en particulier les points forts et ceux à améliorer. Des actions ont été entreprises, notées en rouge sur le document. => suite aux échanges avec l'exploitant les actions à mettre en œuvre suite aux exercices POI doivent être reprises dans le plan d'actions global site afin de permettre le suivi de leur réalisation. Le prochain exercice POI est prévu en 2026, une fois le document actualisé.  Parallèlement l'exploitant organise régulièrement des exercices incendie. Le prochain est prévu en septembre 2025 en présence des pompiers pour tester la consigne incendie concernant le nouveau bâtiment des déchets dangereux. 5 autres exercices incendie sont prévus d'ici la fin de l'année 2025. L'objectif fixé par l'exploitant est de tester les 19 consignes incendies sur 3 ans. Le nouveau cycle a commencé début 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

#### **Constats :**

Comme indiqué au point de constat n°1 du présent rapport, le POI a été créé postérieurement au 1er janvier 2023, les exigences sur le contenu du POI relatives aux 1ers prélèvements sont donc d'ores et déjà opposables au site.

Le POI du site en vigueur de mai 2023 ne les intègre pas encore. Néanmoins, une mise à jour du POI est prévue pour prendre en compte ces dispositions.

L'inspection a, par ailleurs, noté que des évolutions du site sont en cours.

Un dossier de demande d'autorisation d'exploiter est en préparation. Le dépôt est prévu pour fin octobre 2025. L'étude des dangers (EDD) intégrera la liste des produits de décomposition et permettra de définir la liste des substances à rechercher et les milieux associés en cas d'incendie important ou de rejet à l'atmosphère de substance toxique.

L'exploitant s'est rapproché de l'APAVE pour définir la stratégie à mettre en œuvre dans le cadre des 1ers prélèvements. Une proposition commerciale a été établie à cet effet. Toutefois, au regard des évolutions en cours et à venir dans l'exploitation du site, le travail a été arrêté en attendant la mise à jour de l'EDD.

- Scénario 1 - incendie de stockage des DEEE : les DEEE (piles dont piles lithium ions) actuellement stockés dans le bâtiment des déchets dangereux vont être stockés dans un conteneur maritime dédié, implanté sur la plateforme située à proximité du chemin d'accès à la zone de stabilisation. Ces nouvelles conditions de stockage permettent d'isoler ces déchets des autres activités du site et de répondre à l'arrêté ministériel de décembre 2023.
- Scénario 2 - fuite et épandage d'acide fluonitrique dans la rétention acide avec rejet toxique : l'unité de neutralisation n'est actuellement plus exploitée sur le site. Dans le cadre du projet d'évolution des activités, celle-ci sera déplacée plus au centre du site proche de l'unité de traitement des effluents (UTE).
- Scénario 3 - incendie de la plateforme de valorisation de bois : l'activité de tri, broyage et criblage de bois va être déplacée sur un autre site exploité par la société PSI. Sur le site actuel, ne sera plus stocké que le bois issu des opérations de tri réalisées en interne. Les quantités présentes seront beaucoup moins importantes.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La mise à jour du POI (version 1) devra être transmise à l'inspection avant le 31 décembre 2025.

L'établissement de la liste des produits de décomposition et les mesures à mettre en œuvre pour réaliser les 1ers prélèvements doivent être établis lors de la remise du dossier de demande d'autorisation d'exploiter prévu pour fin octobre 2025. Dans ces conditions il est demandé à l'exploitant relancer ses réflexions en tenant compte de l'étude des dangers en vigueur et de

l'exploitation actuelle des activités sur le site.
Par ailleurs, au delà des 3 zones correspondant aux 3 scénarios retenues dans l'étude des dangers en vigueur et explicités dans les constats, il convient de retenir les zones de stockage dans lesquelles sont présentes des déchets, substances ou mélanges relevant de l'inventaire au titre de Seveso réalisé en 2024, ce qui correspond notamment à la zone de stockage des déchets dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

#### N° 4 : Stratégie de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué au point 3, les réflexions concernant la stratégie en mettre en œuvre concernant les 1ers prélèvements a été stoppée en attendant la mise à jour de l'étude des dangers.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Comme indiqué au point 3, il est demandé à l'exploitant de reprendre les réflexions en prenant en compte les zones :</p>

- dans lesquelles sont présentes des déchets, substances ou mélanges relevant de l'inventaire au titre de Seveso, notamment la zone de stockage des déchets dangereux,
- pour lesquelles l'incendie est un scénario retenu dans l'étude des dangers en vigueur.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Personnels compétents

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

##### **Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

##### **Constats :**

Comme indiqué au point 3, les réflexions concernant la stratégie en mettre en œuvre concernant les 1ers prélèvements a été stoppée en attendant la mise à jour de l'étude des dangers.

##### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Comme indiqué au point 3, il est demandé à l'exploitant de reprendre les réflexions en prenant en compte les zones :

- dans lesquelles sont présentes des déchets, substances ou mélanges relevant de l'inventaire au titre de Seveso, notamment la zone de stockage des déchets dangereux,
- pour lesquelles l'incendie est un scénario retenu dans l'étude des dangers en vigueur.



Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 6 : Liste des produits de décomposition**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
---

Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers [...]
--

<b>Constats :</b>
-------------------

Un dossier de demande d'autorisation d'exploiter est en cours de préparation. Le dépôt est prévu pour fin octobre 2025. L'étude des dangers intégrera la liste des produits de décomposition.
---

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------